

De l'or pour un escroc



Par Roberto Morejón

La Haute cour de Justice du Royaume Uni a décidé de refuser au Venezuela ses réserves en or déposées dans la Banque d'Angleterre. C'est sans aucun doute un arrêt qui établit un précédent néfaste dans le Droit international.

Le tribunal a pris pour excuse le fait que le Royaume-Uni a reconnu le leader vénézuélien d'opposition, Juan Guaidó, comme le président par intérim du pays sud-américain.

Sur ce, la Banque d'Angleterre a refusé de remettre 31 tonnes d'or à son légitime propriétaire, la Banque Centrale du Venezuela.

Chacun sait que les biens du Venezuela sont en proie à la convoitise notamment de Washington et de l'Union Européenne.

Le gouvernement vénézuélien a déclaré avoir un besoin urgent de cet argent pour l'acquisition de fournitures médicales.

Pour faire état de sa bonne foi, le gouvernement vénézuélien a proposé de mettre l'argent en litige sous contrôle du PNUD.

Cependant, la justice britannique a adopté une position qui frôle la fiction.

Selon ce verdict, celui qui bénéficierait des lingots d'or du Venezuela estimé à un milliard de dollars, serait un individu qui s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela sur une place publique de Caracas. Un personnage qui s'est vu impliqué dans des affaires de corruption dont la spoliation de CITGO, filiale aux États-Unis de PDVSA, la compagnie vénézuélienne des pétroles.

L'individu a «prêté serment» sans aucun soutien juridique et sans que personne ait voté pour lui.

Les grands médias nous martèlent avec la reconnaissance de Guaidó par une cinquantaine de pays. Mais, ils passent sous silence que la majorité des États membres de l'ONU n'ont pas pris ce cap.

Guaidó est accusé d'avoir participé au vol de biens et de comptes du gouvernement vénézuélien gelés pour cause des sanctions des États-Unis.

CITGO a été démantelée au profit de Guaidó et des anti-chavistes de son entourage.

Guaidó va et vient, parle ou se tait sur les ordres du secrétaire nord-américain d'État, Mike Pompeo ou de Leopoldo López, fugitif de la justice vénézuélienne.

Si cet individu et ses complices s'emparaient des réserves en or déposées à Londres, ils auraient entre leurs mains un patrimoine exclusif du peuple vénézuélien.

Cela concrétiserait un dépouillement suite à une décision strictement politique prise à Londres, bien éloignée du cours du Droit.

Une anecdote recueillie par John Bolton, l'ex-conseiller à la sécurité nationale des États-Unis dans son livre «La pièce où cela s'est passé » vient à pic.

Bolton affirme dans son livre que l'ancien secrétaire au Foreign Office britannique, Jeremy Hunt, s'est dit enchanté de collaborer avec les États-Unis dans le gel de l'or vénézuélien dans la Banque d'Angleterre.

Dans le cadre du complot pour harceler le gouvernement constitutionnel du Venezuela, et mettre en avant la figure d'un imposteur, on veut remettre de l'or à un escroc.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/227680-de-lor-pour-un-escroc>



Radio Habana Cuba